



**République Française**  
Liberté, Egalité, Fraternité

Département du Loiret  
Arrondissement d'Orléans  
Commune d'Ingré



**DÉCISION N° DC.23.049**  
portant sur

**L'octroi d'une concession de terrain dans le cimetière communal d'Ingré à  
Madame S. C**

Le Maire,

Vu la délibération n° DL.20.029 du conseil municipal en date du 28 mai 2020 autorisant le maire par délégation à prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans le cimetière,

Vu la délibération n° DL.23.024 du conseil municipal en date du 28 mars 2023 fixant les tarifs des différentes concessions,

Vu la demande présentée par Madame S. C  
tendant à obtenir une concession de terrain dans le cimetière communal

DÉCIDE

**Article 1<sup>er</sup>** : il est décidé d'accorder dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière indiquée, une concession d'une durée de 50 ans, de 2,00 m<sup>2</sup> superficiels, située Rang S1 - Emplacement n° 1654, enregistrée sous le n° 2023-15, à compter du 5 septembre 2023.

**Article 2** : Cet emplacement est accordé à titre de :

- Concession nouvelle

**Article 3** : La concession est attribuée moyennant la somme totale de 405,62 € (quatre cent cinq euros et soixante-deux centimes) qui sera versée dans la caisse du Trésor Public suivant quittance du 5 septembre 2023.

**Article 4** : La présente décision sera transcrite au registre des décisions du Maire.

**Article 5** : Le Maire d'Ingré est chargé de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera adressée à :

- Madame la Préfète du Loiret et de la Région Centre-Val de Loire
- Monsieur le Receveur Percepteur d'Ingré
- Madame S C

A Ingré, le 11 septembre 2023



Le Maire,

Par délégation  
**C. Fleury**  
Adjoint au Maire

Christian DUMAS.



Certifié sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui a été :

Transmis au représentant de l'État le : 12 septembre 2023

Publié ou notifié-le : 13 septembre 2023

Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.